economiesuisse

TVA en hausse en Europe

Les impôts à la consommation enregistrent une forte hausse au sein de l'UE en raison des déficits publics abyssaux. C'est ce que montrent les derniers chiffres sur la charge fiscale. L'évolution de ces dernières années souligne l'importance, pour l'économie et la société, d'une politique budgétaire durable.
Les chiffres publiés par Eurostat sur la charge fiscale au sein de l'UE en 2012 montrent que de nombreux pays ont sensiblement relevé leurs taux d'imposition, en particulier ceux de la TVA. Le taux normal moyen des 27 États membres avoisine désormais les 21 %. En 2000, la moyenne se situait encore à 19,2 %. Seuls huit pays appliquent un taux normal inférieur à 20 %.

Revirement de tendance pour l'impôt sur le revenu, concurrence en matière d'imposition des bénéfices
En ce qui concerne l'impôt sur le revenu, un revirement de tendance a été observé pour la première fois depuis plusieurs années dans la zone euro. Le taux maximum moyen augmente à nouveau légèrement, passant de 42,2 % à 43,2 %. Depuis le début de 2010, pas moins de onze États membres ont relevé leurs impôts sur le revenu. En ce qui concerne l'impôt sur les bénéfices, la tendance à la baisse s'est temporairement interrompue en 2012, ce qui s'explique par la décision de la France et du Portugal, deux pays à forte imposition, de relever leurs taux. Du point de vue de la Suisse et dans l'optique de la concurrence entre places économiques, il convient de noter plus particulièrement que deux pays attractifs ont nettement baissé leur imposition sur les bénéfices en 2011 et 2012. Il s'agit de la Finlande et du Royaume-Uni surtout, où sont menées des politiques de forte réduction de l'imposition, de manière échelonnée toutefois.

Une politique budgétaire durable bénéficie à tous

Dans l'ensemble, l'Europe est toujours la région qui affiche les charges fiscales de loin les plus élevées et des quotes-parts de dépenses qui dépassent souvent les 50 % du produit intérieur brut des pays concernés. Les hausses d'impôt parfois sensibles décidées récemment réduisent le revenu disponible des ménages, sans que l'État ne finance de prestations supplémentaires. L'évolution observée en Europe met en évidence l'importance d'une politique budgétaire durable pour la prospérité et la croissance. Grâce à des instruments institutionnalisés comme le frein à l'endettement, la Confédération et les cantons ont mené, ces dernières années, une politique modérée en matière de dépenses. Par ailleurs, il a été possible d'alléger considérablement la charge fiscale des entreprises et des familles. Il importe de poursuivre cette politique qui a fait ses preuves.